

(en collaboration avec la CMI), 58; Contrôle de l'exécution des contrats à long terme : rôle des arbitres, 61; Centre d'expertise technique, 62; Renseignements sur le droit relatif à l'arbitrage, 63; Séminaires sur l'arbitrage, 64; Compilation d'extraits de sentences arbitrales, 65; Traitement automatique de l'information, 77; Traitement automatique de l'information (en collaboration avec la CEE), 78.

- B. — *Association du droit international (ADI)* : Réforme du système monétaire international, 28; "Clauses de valeur" dans les arrangements internationaux, 29; Responsabilité en cas de collision en mer (en colla-

boration avec le CMI), 39; Arbitrage entre des organes d'Etat et des sociétés commerciales étrangères, 66.

- C. — *Comité maritime international (CMI)* : Transport maritime, 22, 23, 31, 38, 39; Contrats de construction navale, 22; Responsabilité des terminaux maritimes, 23; Unités de compte utilisées dans les conventions maritimes, 31; Responsabilité des propriétaires de navires de mer (en collaboration avec l'OMCI), 38; Responsabilité en cas de collision en mer (en collaboration avec l'ADI), 39; Arbitrage maritime, 58-59.
- D. — *Organisation internationale de normalisation (ISO)* : Elaboration de normes internationales, 15.

B. — Rapport du Secrétaire général (additif) : activités actuelles des organisations internationales en ce qui concerne l'harmonisation et l'unification du droit commercial international (A/CN.9/129/Add.1)*

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

I. — ACTIVITÉS ABOUTISSANT À L'ADOPTION DE TRAITÉS OU D'AMENDEMENTS Y RELATIFS

Adoption de nouveaux traités

1. *Découvertes scientifiques*. A sa session de septembre-octobre 1976, l'Assemblée générale de l'OMPI a décidé que l'institution d'un système d'enregistrement international des découvertes scientifiques auprès du Bureau international de l'OMPI pour les pays favorables à un tel système devrait être assurée par un traité. Le projet du traité en question a été établi par le Groupe de travail sur les découvertes scientifiques lors de sa quatrième session, en mai 1976. Le Directeur général de l'OMPI a été chargé de faire, à la session suivante du Comité de coordination de l'OMPI (septembre-octobre 1977), des propositions sur la convocation d'une conférence diplomatique pour adopter ledit traité.

2. *Dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets*. Une conférence diplomatique pour l'adoption d'un traité concernant la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets se tiendra à Budapest en avril 1977. Elle sera saisie d'un projet de traité et de règlement d'exécution concernant la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, établi par le Bureau international de l'OMPI conformément aux recommandations formulées par un groupe de travail qui s'est réuni en avril 1975 et en avril 1976. Il résulterait du projet de traité proposé qu'aux fins de la procédure en matière de brevets un micro-organisme déposé auprès de l'une des institutions internationalement accréditées pour recevoir un tel dépôt remplirait les conditions de dépôt prévues par toutes les parties contractantes.

3. *Double imposition des redevances de droit d'auteur*. Un deuxième Comité d'experts gouvernementaux sur la double imposition des redevances de droit d'auteur transférées d'un pays dans un autre a été convoqué par l'OMPI et l'UNESCO en décembre 1976. De l'avis de ce comité, la solution des problèmes considérés peut résider dans l'adoption d'un instrument multilatéral, limité à des principes généraux applicables à un grand nombre de cas, accompagné d'un accord bilatéral type, dont certaines dispositions pourraient être élaborées sous la forme de plusieurs variantes, afin de déterminer les mesures prises pour mettre en pratique les principes figurant dans ladite convention. Le Comité a invité les secrétariats de l'OMPI et de l'UNESCO à préparer de nouveaux textes dans l'optique de cette solution, ainsi qu'un commentaire, qui devraient être soumis pour observations aux gouvernements et aux organisations intéressés. Un troisième Comité d'experts se réunira pendant l'année 1977-1978 pour établir des propositions qui seront soumises à une conférence internationale d'Etats prévue pour 1979.

Révision des traités ou des règlements d'exécution

4. *Propriété industrielle en général : révision de la Convention de Paris*. Les travaux relatifs à la révision de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle se poursuivront en 1977 et en 1978. Le Groupe *ad hoc* d'experts gouvernementaux a tenu sa troisième session en juin 1976 et il a poursuivi l'examen d'un certain nombre de questions abordées dans l'étude faite par le Directeur général de l'OMPI. Lors de sa session de septembre-octobre 1976, l'Assemblée de l'Union de Paris a décidé qu'il faudrait convoquer une conférence diplomatique de révision de la Convention de Paris (qui serait à l'heure actuelle prévue pour la première moitié de l'année 1978). L'Assemblée de l'Union de Paris a créé un Comité préparatoire intergouvernemental sur la révision de ladite convention. Ce comité s'est réuni en novembre

* 23 mai 1977.

1976. Après avoir étudié les questions relatives à l'article 5A (licences obligatoires, etc.) de la Convention de Paris ainsi que celles relatives aux certificats d'invention, le Comité a décidé de reprendre l'examen de ces questions à sa prochaine session (juin 1977), après que deux groupes de travail distincts en auraient assuré la préparation. Ces groupes de travail se sont réunis respectivement en février et en mars 1977. Quant au troisième point de son ordre du jour, à savoir le traitement préférentiel sans réciprocité et la période d'antériorité, le Comité a demandé au Directeur général de l'OMPI de proposer un projet de texte pour un article nouveau qui, en substance, permettrait à tout pays en développement de percevoir auprès du titulaire, s'il est l'un de ses ressortissants, des taxes égales à la moitié des montants qu'il perçoit si le titulaire est ressortissant d'un autre pays. Le Comité a manqué de temps pour examiner le quatrième point de son ordre du jour, à savoir la question de l'unanimité ou de la majorité qualifiée pour la Conférence diplomatique.

5. La deuxième session du Comité est prévue pour juin-juillet 1977 et il examinera à cette occasion les quatre points susmentionnés, ainsi que l'article 5 *quater* et l'article 4 *bis* de la Convention de Paris.

6. *Classification des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques : révision de l'Arrangement de Nice.* Sur la base des recommandations présentées par le Comité *ad hoc* d'experts pour la révision de l'Arrangement de Nice qui s'est réuni en mars 1976 et compte tenu des études que ce comité avait demandées au Bureau international de l'OMPI d'entreprendre, des propositions relatives à la révision de l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques seront soumises à une conférence diplomatique convoquée pour mai 1977. Les propositions portent sur la procédure d'adoption d'amendements à la classification internationale par le Comité d'experts.

7. *Appellations d'origine : révision de l'Arrangement de Lisbonne.* On poursuivra l'étude de la révision de l'Arrangement de Lisbonne pour la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international ou de la conclusion d'un nouveau traité portant sur les mêmes questions et des questions connexes (y compris celles couvertes par l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses sur les produits, si cet Arrangement ne doit pas être révisé. Un projet de traité révisé sur la protection des indications géographiques sera examiné par un comité d'experts en 1977 et 1978. Une conférence diplomatique consacrée à cette question sera peut-être organisée en 1979.

8. *Appellations d'origine : Règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne.* A leurs sessions de septembre-octobre 1976, l'Assemblée et le Conseil de l'Union de Lisbonne ont modifié le Règlement d'exécution de l'Arrangement de Lisbonne pour la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, principalement pour tenir compte de la situation créée par l'entrée en vigueur, le 31 octobre

1973, de l'Acte de Stockholm (1967) de l'Arrangement de Lisbonne. Le Règlement ainsi modifié prévoit la possibilité de renoncer à la protection dans un ou plusieurs pays parties à l'Arrangement de Lisbonne et de traiter une demande ultérieure de protection dans un pays déterminé comme une modification et non comme un nouvel enregistrement international.

9. *Dessins et modèles industriels : Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye.* Un groupe de travail sur le Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels s'est réuni en février 1976 et a adopté le texte du nouveau projet de Règlement d'exécution de l'Arrangement de La Haye. Le projet de Règlement d'exécution est destiné à remplacer, après l'entrée en vigueur du Protocole de Genève de 1975 relatif à l'Arrangement de La Haye, le Règlement pour l'exécution de l'Arrangement de La Haye, révisé à Londres en 1934 et à La Haye en 1960. En cas d'entrée en vigueur du Protocole de Genève de 1975 relatif à l'Arrangement de La Haye, l'Assemblée et la Conférence des représentants de l'Union de La Haye se réuniront pour adopter le Règlement d'exécution établi à partir de ce Protocole et examiner l'Instruction administrative s'y rapportant.

10. *Obtentions végétales. Révision de la Convention de l'UPOV.* Une conférence diplomatique pour la révision de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) se réunira en octobre 1978. Le Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention de l'UPOV a consacré deux sessions en 1976 à l'examen des propositions d'amendements à la Convention de l'UPOV et y consacrera encore deux sessions en 1977, ainsi qu'une autre en 1978. Le Groupe de travail pour les dénominations de variétés se réunira également en 1977 et peut-être aussi en 1978 pour examiner les propositions concernant l'amendement de l'article 13 de la Convention de l'UPOV.

II. — MESURES PRISES EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE OU DE L'APPLICATION PLUS EFFICACE DES TRAITÉS

11. Les comités d'experts et les groupes de travail, assistés du Bureau international de l'OMPI, ont poursuivi au cours de l'année 1976, et envisagent de poursuivre en 1977, leurs travaux concernant l'adoption ou la recommandation de mesures visant à assurer la mise en œuvre et l'application plus efficace des traités internationaux en vigueur, ou sur le point de l'être, dans le domaine de la propriété industrielle et, en particulier, les traités relatifs aux brevets et aux marques. Ces mesures portent tant sur les questions de procédure et d'ordre technique prévues par les traités que sur les dispositions relatives au service des réunions des organes intergouvernementaux créés en vertu des traités.

Questions de procédure

12. Les projets de formulaires et d'instructions administratives devant être utilisés par les autorités internationales qui seront instituées au titre du Traité

de coopération en matière de brevet (PCT) et du Traité concernant l'enregistrement des marques (TRT), ont été établis ou sont en voie de l'être. On a également préparé un projet de directives énonçant les obligations des offices recevant des demandes utilisant la voie du PCT et un projet de guide à l'usage des déposants de telles demandes. Un projet de directives sur la publication et sur les dessins au titre du PCT est en cours de préparation. On a en outre établi un projet d'accord type entre le Bureau international de l'OMPI et les administrations chargées de la recherche internationale au titre du PCT.

13. En ce qui concerne la coopération internationale visant à résoudre les problèmes d'organisation, de stockage et de recherche d'informations techniques figurant dans les documents de brevets, eu égard en particulier aux recherches ayant trait à l'examen des demandes de brevets, de certificats d'invention ou de titres similaires, un certain nombre d'activités touchant notamment la normalisation des documents, le traitement, la communication et l'échange de documents, les rapports analytiques, le catalogage, la classification et l'élaboration d'autres systèmes de recherche se sont poursuivies.

14. S'agissant des documents de brevets, on a fait des études sur les problèmes relatifs au format et à d'autres caractéristiques matérielles des documents de brevets publiés ainsi que sur la disposition, la présentation, la production, la reproduction et l'identification des documents de brevets. Des projets de recommandation ont été établis, ou sont en cours d'établissement, concernant notamment un code normalisé pour l'identification des Etats indépendants et autres entités qui publient des documents de brevets et des organisations internationales dans le domaine de la propriété industrielle, ou pour ce qui concerne les données bibliographiques et l'identification de différentes sortes de documents de brevets. Un projet de directives en préparation concerne les titres des inventions sur les documents de brevets, l'inclusion des références citées dans les documents de brevets, la numérotation des brevets et autres demandes similaires, la disposition et la présentation de la première page des documents de brevets, la largeur des marges, les caractéristiques matérielles des documents de brevets, la normalisation des imprimés d'ordinateur sur microfiche (COM), des copies-papier de microfiches et des bulletins officiels et autres feuilles.

15. Les travaux se poursuivront pour ce qui concerne la révision de la classification internationale instituée au titre des traités internationaux existants ainsi que la préparation de la réunion des comités d'experts chargés d'examiner les classifications internationales instituées au titre des traités internationaux qui doivent entrer en vigueur. Ces classifications sont prévues par l'Arrangement de Strasbourg du 24 mars 1971 concernant la classification internationale des brevets, l'Arrangement de Nice du 15 juin 1957 concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques, tel qu'il a été révisé à Stockholm le 14 juillet 1967, et l'Arrangement de Vienne du 12 juin 1973 con-

cernant la classification internationale des éléments figuratifs des marques.

16. Pour ce qui est des documents de brevets, la classification internationale des brevets (IPC) prévoit un système selon lequel à chaque document de brevet est attribué un symbole correspondant au domaine technique précis auquel se rattache la description de l'invention figurant dans le document. Ce système facilite à son tour le stockage matériel et la recherche des documents de brevets et allège les recherches de références pertinentes. En ce qui concerne les marques, la classification internationale des produits et des services et la classification des éléments figuratifs des marques facilitent la recherche de marques identiques ou similaires à ceux qui cherchent à savoir si une marque (déjà déposée ou sur le point de l'être) risque d'être en conflit avec une autre, et limitent donc ainsi le champ des recherches tout en les rendant plus rapides et plus économiques.

17. On entreprendra aussi des études pour améliorer la procédure que doivent suivre les offices de brevets nationaux et régionaux afin de fournir au Centre international de documentation de brevets (INPADOC), établi en vertu d'un accord conclu entre l'OMPI et le Gouvernement autrichien, des données bibliographiques concernant des documents de brevets exploitables sur machine, ainsi que pour améliorer les arrangements prévus pour la diffusion, par l'INPADOC, de renseignements à l'intention de ces offices, de l'industrie et des centres d'information et de recherche-développement, notamment dans les pays en développement.

Mesures d'ordre technique

18. Il convient de mentionner la poursuite des travaux entrepris dans le domaine des marques et dans celui de la protection des variétés de plantes en ce qui concerne les dénominations et l'examen des critères permettant l'obtention des droits.

19. Pour ce qui est des dénominations courantes, les recherches seront faites au Registre international des marques institué au sein du Bureau international de l'OMPI, conformément à une procédure qui définit la méthode à suivre pour rechercher des marques par l'intermédiaire du Bureau international de l'OMPI quand il s'agit des noms courants de pesticides proposés par le Comité technique de l'Organisation internationale de normalisation (OIN) qui est chargé d'adopter les noms de pesticides et produits apparentés consacrés par l'usage international. En vertu de cette procédure, l'OIN est tenue informée des marques différentes qui risquent de coexister pour des produits identiques ou similaires. En outre, le Bureau international de l'OMPI appelle l'attention des offices nationaux ou régionaux de la propriété industrielle sur la liste de noms courants adoptés par l'OIN et des procédures à suivre pour leur choix en vue de sauvegarder les droits des détenteurs actuels, et s'enquiert de la protection qui pourrait être accordée afin d'éviter que l'on puisse par la suite s'approprier de tels noms pour les transformer en marques.

20. Dans le cadre de l'administration de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales qui prévoit que chaque nouvelle variété, si elle est protégée, doit recevoir une dénomination, des directives concernant les dénominations de variétés sont en cours d'établissement; il sera recommandé aux autorités des Etats parties à la Convention de les appliquer. Ces directives contiennent des dispositions relatives à la nature ou au caractère que les dénominations doivent avoir afin d'être approuvées par lesdites autorités.

21. Egalement dans le cadre de l'administration de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales, on prépare des directives concernant l'exécution d'essais pour établir le caractère distinct, homogène et stable de chaque espèce de récolte. On étudie en outre la possibilité de susciter une coopération entre les autorités des Etats Membres en ce qui concerne les résultats des examens. Au nombre des mesures de coopération à l'étude, la centralisation des essais des variétés au stade initial et l'organisation, pour les stades suivants, d'un examen au niveau national, l'institution d'un échange des résultats des essais et des rapports à leur sujet, notamment grâce à la conclusion d'accords bilatéraux (pour lesquels un projet d'accord type a été établi) et l'harmonisation des formules de demande, des questionnaires techniques, des rapports d'essais et des droits à acquitter.

Service (en coopération avec d'autres institutions spécialisées) des réunions des organismes intergouvernementaux créés en vertu de traités internationaux

22. Il est prévu que le service des réunions des organismes intergouvernementaux créés en vertu de traités internationaux relatifs au droit d'auteur et aux droits voisins sera assuré en coopération avec d'autres institutions spécialisées conjointement, parallèlement ou de toute autre manière.

23. Le Comité intergouvernemental, constitué en vertu de l'article 32 de la Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome) sera convoqué en décembre 1977 conjointement avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Des fonctionnaires des secrétariats de ces trois organisations désignés par leurs directeurs généraux respectifs constituent le secrétariat du Comité.

24. Le Comité exécutif, constitué en vertu de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Acte de Stockholm, 1967, et Acte de Paris, 1971), se réunira en session extraordinaire en décembre 1977 en même temps qu'une réunion du Comité intergouvernemental sur le droit d'auteur constitué en vertu de la Convention universelle sur le droit d'auteur. Le Bureau international de l'OMPI fournit les services de secrétariat du premier Comité et le secrétariat de l'UNESCO fournit les services de secrétariat du second Comité.

III. — ACTIVITÉS POUVANT ÉVENTUELLEMENT ABOUTIR À L'ADOPTION DE TEXTES NORMATIFS, DONT LA FORME DÉFINITIVE N'EST PAS ENCORE ARRÊTÉE

25. *Programmes d'ordinateur.* Sur la base des principes directeurs formulés par le Groupe consultatif d'experts non-gouvernementaux sur la protection des programmes d'ordinateur et des discussions de ce dernier, y compris de celles qu'il a tenues à sa troisième session, en mai 1976, le Bureau international de l'OMPI prépare un nouveau texte de dispositions types pour les lois nationales sur la protection du logiciel, accompagné de notes expliquant certains choix, exposant certaines variantes et faisant ressortir les arguments qui peuvent militer pour ou contre les solutions proposées. A la suite de ces dispositions types figurera un compte rendu des arguments militant pour ou contre la création d'un système de dépôt ou d'enregistrement du logiciel.

26. Le Bureau international de l'OMPI élaborera également un projet d'Arrangement concernant la protection du logiciel et son dépôt international, qui reflétera les solutions adoptées dans les dispositions types.

27. *Protection du consommateur.* En 1977, le Bureau international de l'OMPI entreprendra une étude afin d'explorer les possibilités d'institution d'une coopération internationale dans le but d'empêcher et de réprimer la concurrence déloyale, compte tenu en particulier de l'intérêt des consommateurs. Un comité d'experts traitant de cette question se réunira en 1978 et 1979.

28. *Enquêtes et études relatives aux questions de droit d'auteur.* Le Bureau international de l'OMPI, en collaboration avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a poursuivi les travaux prévus par le Comité exécutif de l'Union de Berne et par le Comité intergouvernemental sur le droit d'auteur constitué en vertu de la Convention universelle sur le droit d'auteur, à savoir l'enquête portant sur les problèmes qui résultent de l'utilisation des cassettes et des disques audio-visuels, de la transmission par câble de programmes de télévision et de l'utilisation d'ordinateurs électroniques et d'autres équipements technologiques pour l'accès aux œuvres et la création de celles-ci, ainsi que sur l'application des textes de la Convention de Berne et de la Convention universelle tels que révisés à Paris en 1971.

29. *Enquêtes et études relatives aux droits voisins.* Le Bureau international de l'OMPI, en coopération avec les secrétariats de l'OIT et de l'UNESCO, achèvera en 1977 les enquêtes qu'a demandées le Comité intergouvernemental de la Convention internationale sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome) à propos de l'expérience acquise en ce qui concerne l'administration des droits prévus dans la Convention, les sommes perçues et distribuées, les conséquences des éditions pirates et la jurisprudence pertinente, ainsi que les redevances de droit d'auteur.

IV. — ELABORATION DE LOIS ET DISPOSITIONS TYPES

30. *Nouvelle loi type pour les pays en développement concernant les inventions et le savoir-faire.* Sur la base des projets préparés par le Bureau international, un groupe de travail s'est employé depuis novembre 1974 à élaborer une nouvelle loi type pour les pays en développement concernant les inventions et le savoir-faire.

31. Le groupe de travail se réunira en 1977 et tiendra une session finale en 1978. Après la session de 1977, les projets de textes complets seront envoyés aux gouvernements des Etats membres du Comité permanent pour observations. Sur la base de celles-ci, à la session de 1978, le groupe de travail examinera à nouveau les textes qui seront publiés en anglais, en arabe, en espagnol et en français en 1979 et 1980.

32. *Nouvelle loi type pour les pays en développement concernant les marques et les questions connexes.* Le Bureau international révisera la loi type de 1967 de la BIRPI pour les pays en développement concernant les marques, les noms commerciaux, les indications de provenance et la concurrence déloyale et il préparera le texte d'une nouvelle loi type sur le même sujet, accompagné le cas échéant de règlements types et de notes explicatives (commentaire). Un groupe de travail qui sera créé sur la recommandation du Comité permanent examinera ces projets et fera part de ses conseils au Bureau international; il tiendra une session en 1977, deux en 1978 et une seule en 1979.

33. *Loi type pour les Etats arabes concernant les marques.* Conformément à la décision prise par le Comité d'experts qui s'est réuni à Tunis en juin 1975 pour étudier le texte d'une loi type pour les Etats arabes concernant les marques, le secrétariat du Centre de développement industriel pour les Etats arabes (IDCAS) et le Bureau international ont préparé en octobre 1975, en coopération avec le Président du Comité, un texte révisé sur la base des observations et des propositions faites à cette réunion.

34. Ce texte a été soumis à un comité de rédaction qui s'est réuni à Doha (Qatar) en novembre 1975, sur l'invitation du Gouvernement qatarien. Le Comité de rédaction a complété la version révisée et a adopté le texte définitif de la loi type. Celle-ci, qui avait été élaborée en arabe, a été traduite en anglais et en français et imprimée par le Bureau international dans ces trois langues en un même volume.

35. *Lois types pour les pays anglophones d'Afrique.* La Conférence sur la législation de l'Afrique anglophone en matière de propriété industrielle ("Conférence sur la propriété industrielle") et ses deux comités (chargés des questions des brevets et des questions de marques et de dessins et modèles industriels), dont le secrétariat est assuré par l'OMPI et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), élaborent actuellement des lois types pour les pays anglophones d'Afrique en matière de propriété industrielle.

36. Un projet de loi type pour les pays anglophones d'Afrique concernant les brevets, les certificats d'utilité, les innovations, accompagné d'un commen-

taire, a été établi par le Bureau international de l'OMPI en consultation avec la CEA et avec le concours de consultants des offices de brevets des pays anglophones d'Afrique. Le Comité chargé des questions de brevets a examiné le projet à sa réunion de décembre 1976. Le secrétariat élaborera un texte révisé à la lumière des suggestions et observations du Comité ainsi que des faits nouveaux intervenus dans les travaux du Groupe de travail de l'OMPI sur la loi type pour les pays en développement concernant les inventions et le savoir-faire.

37. Le Comité chargé des questions de marques et de dessins et modèles industriels, qui s'était également réuni en décembre 1976, a examiné un rapport établi à partir des réponses à un questionnaire sur les marques que le secrétariat de la CEA avait adressé aux offices de marques de tous les pays anglophones d'Afrique, ainsi qu'un plan général des dispositions relatives aux marques, élaboré par le Bureau international de l'OMPI. Le Comité a donné des directives au secrétariat provisoire pour la rédaction d'une loi type relative aux marques à l'intention des pays anglophones d'Afrique. En outre, le Comité a prié le secrétariat provisoire d'étudier l'opportunité de mettre en place des systèmes indépendants de dessins et modèles industriels dans la région et d'élaborer un projet de dispositions types éventuelles concernant les dessins et modèles industriels.

38. *Loi type concernant le droit d'auteur.* Un comité d'experts gouvernementaux chargé de préparer une loi type sur le droit d'auteur pour les pays en développement a été convoqué par le Gouvernement tunisien, avec le concours de l'OMPI et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à Tunis en février-mars 1976. Des délégations de 27 pays en développement ont participé aux travaux du Comité. L'Organisation de libération de la Palestine, quatre organisations intergouvernementales et 16 organisations internationales non gouvernementales ont envoyé des observateurs.

39. Les discussions ont porté sur le projet de loi type, arrêté définitivement par le Bureau international et le secrétariat de l'UNESCO après la réunion du Comité d'experts africains à Abidjan en octobre 1973, et sur le commentaire relatif à ce projet élaboré par les deux secrétariats, ainsi que sur les observations reçues des Etats et des organisations internationales intéressés. Après une discussion générale, le Comité a adopté le texte de la loi type pour les pays en développement concernant le droit d'auteur, et a prié les deux secrétariats de réviser le texte du commentaire qui accompagnait le projet de loi type à la lumière de ses discussions et décisions.

40. La publication en quatre langues du texte de la loi type pour les pays en développement concernant le droit d'auteur se poursuivra en coopération avec l'UNESCO et sera achevée en 1977.

41. *Dispositions types pour l'application de la Convention de 1974 concernant la distribution des signaux porteurs de programmes transmis par satellite (Convention de Bruxelles).* Le Bureau international de

l'OMPI, en coopération avec le secrétariat de l'UNESCO, élaborera, en tenant compte des besoins différents des divers pays, des dispositions types, pour l'application de la Convention de Bruxelles concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite (1974).

V. — PRINCIPES DIRECTEURS ET ACCORDS TYPES

42. *Directives pour les licences de propriété industrielle dans les pays en développement.* Un Groupe de travail sur les directives pour les licences de propriété industrielle dans les pays en développement s'est réuni en juin 1976. Le Groupe de travail a examiné le texte d'un projet de guide sur les aspects juridiques de la négociation et de l'élaboration de licences de propriété industrielle et d'accords de transfert de techniques adaptés aux besoins des pays en développement, qui avait été préparé par le Bureau international, compte tenu des avis des consultants, et il a fait un certain nombre de propositions en vue d'améliorer la portée, le contenu et la présentation du guide.

43. Sur la base des discussions du Groupe de travail, le Bureau international prépare actuellement la version définitive du Guide, avec le concours de consultants. Ce Guide sera publié au cours du deuxième semestre de 1977. Il servira de document de travail pour les séminaires et les cours de formation. En 1979, un groupe de travail sera convoqué pour le réviser à la lumière de l'expérience acquise et des propositions que fera le Bureau international.

44. *Accès aux œuvres et productions d'origine étrangère protégées par le droit d'auteur et les droits voisins et diffusion de celles-ci.* Le Bureau international, en coopération avec les autorités nationales chargées des questions de droit d'auteur, entreprendra en 1977 une étude des problèmes pratiques posés par l'accès aux œuvres d'origine étrangère, leur publication et leur diffusion, notamment à des fins pédagogiques et scientifiques, ainsi que des solutions qu'il serait possible d'apporter à ces problèmes. L'un des moyens envisagés à cet égard sera l'élaboration de principes directeurs pour la négociation d'accords relatifs à la diffusion de ces œuvres et celle de normes et dispositions types à cette fin. L'étude comprendra également un examen tant des mesures prises jusqu'ici pour assurer l'application des dispositions particulières prévues pour les pays en développement par l'Acte de Paris de la Convention de Berne, que d'obstacles qui l'entravent et des arrangements pratiques qui pourraient la faciliter. Un groupe de travail se réunira en 1978 et 1979 pour examiner cette étude et faire au Comité permanent de l'OMPI chargé de la coopération pour le développement en rapport avec le droit d'auteur et les droits voisins des recommandations touchant les mesures, y compris l'élaboration éventuelle et la publication de ces principes directeurs, qui pourraient être prises dans les domaines du droit d'auteur et des droits voisins, aux niveaux international et national, afin de favoriser l'accès aux œuvres d'origine étrangère.

45. *Guide à la Convention de Berne.* Le Bureau international de l'OMPI élaborera en 1977, avec le concours de spécialistes de la législation internationale en

matière de droit d'auteur, un projet de Guide à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques sous la forme d'un commentaire à cette convention.

VI. — GLOSSAIRES ET MANUELS

46. *Manuel et glossaire de termes relatifs à la propriété industrielle à l'intention des pays en développement.* Le Bureau international de l'OMPI préparera en 1977 et 1978 le texte d'un manuel et d'un glossaire de termes relatifs à la propriété industrielle à l'intention des pays en développement. Ce glossaire et ce manuel définiront les termes les plus fréquemment utilisés dans les législations relatives à la propriété industrielle et donneront des renseignements généraux, à l'intention des utilisateurs des pays en développement, sur les objectifs et les caractéristiques des systèmes de propriété industrielle, leur administration, les procédures destinées à garantir les droits de propriété industrielle dans les divers pays, les relations contractuelles types régies par ces systèmes, leurs effets pour ce qui est de la publicité et de la diffusion des renseignements et les aspects internationaux des relations concernant la propriété industrielle.

47. *Manuel et glossaire de termes relatifs au droit d'auteur à l'intention des pays en développement.* Les secrétariats de l'OMPI et de l'UNESCO prépareront en 1977 et 1978 le texte d'un manuel et d'un glossaire de termes relatifs au droit d'auteur à l'intention des pays en développement, qui seront imprimés et publiés en 1979. Ce glossaire et ce manuel définiront les termes les plus fréquemment employés dans les législations relatives au droit d'auteur et donneront des renseignements généraux, à l'intention des utilisateurs des pays en développement, sur les objectifs et les caractéristiques des législations relatives au droit d'auteur, leur administration, les relations contractuelles types régies par celles-ci et les aspects internationaux des relations concernant le droit d'auteur.

VII. — ETUDES DES ARRANGEMENTS LÉGISLATIFS ET INSTITUTIONNELS POUR LA PROMOTION DE L'ACTIVITÉ INTELLECTUELLE CRÉATRICE

48. *Promotion des capacités nationales d'invention et d'innovation.* Le Bureau international entreprendra en 1977 une étude des arrangements législatifs et institutionnels, tant gouvernementaux que privés, qui existent dans le domaine de la propriété industrielle dans les pays en développement et les pays développés et qui visent à encourager l'invention, l'innovation, la rationalisation et l'adaptation des techniques. Un groupe de travail se réunira en 1978 et 1979 pour examiner cette étude et faire des recommandations au Comité permanent de l'OMPI chargé de la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle sur les mesures qui pourraient être prises dans le domaine de la propriété industrielle aux niveaux national, régional et international pour renforcer les capacités de création de techniques locales satisfaisantes. Le Comité permanent a été saisi, à sa session de mars 1977, d'un rapport sur cette question, préparé par le Bureau international.

49. *Aide aux auteurs et aux artistes nationaux.* Le Bureau international entreprendra en 1977 une étude des arrangements législatifs et institutionnels, tant gouvernementaux que privés, qui existent dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins dans les pays en développement et les pays développés et qui visent à aider les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques (y compris d'œuvres musicales), ainsi que les interprètes, exécutants et autres artistes créateurs nationaux et notamment les dispositions réglementaires qui affectent les relations contractuelles en l'absence d'accords spécifiques, de dispositions contractuelles types, de conseils consultatifs, de sociétés chargées du recouvrement des droits, etc. Un groupe de travail se réunira en 1978 et 1979 pour examiner cette étude et faire des recommandations au Comité permanent de l'OMPI chargé de la coopération pour le développement en rapport avec le droit d'auteur et les droits voisins sur les mesures qui pourraient être prises dans le domaine du droit d'auteur et des droits voisins aux niveaux national et international afin d'encourager la créativité dans les pays en développement.

VIII. — PUBLICATION DES DOCUMENTS DES CONFÉRENCES DIPLOMATIQUES ET COLLECTE ET PUBLICATION DE TEXTES LÉGISLATIFS

50. *Comptes rendus des conférences diplomatiques.* Les versions françaises des *Documents de la Conférence diplomatique de Washington sur le Traité de coopération en matière de brevets et des Documents de la Conférence diplomatique de Vienne sur le Traité concernant l'enregistrement des marques* (1973) ont été publiées en 1976.

51. On poursuivra la préparation et la publication des documents d'autres conférences diplomatiques tenues en 1974 et 1975, y compris ceux de la Convention concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite, tenue à Bruxelles en 1974.

Textes législatifs

52. *Lois et traités relatifs à la propriété industrielle.* La nouvelle série législative intitulée "Lois et traités relatifs à la propriété industrielle", commencée dans le numéro de février 1976 de la revue mensuelle *Industrial Property/La propriété industrielle*, est devenue disponible en tant que publication distincte en septembre 1976. Comme service complémentaire de cette revue mensuelle, la série comporte une couverture spéciale (avec des pages réservées à la table des matières et des instructions pour l'assemblage) dans laquelle les textes législatifs détachables, publiés dans cette revue, peuvent être réunis. Ce service peut également être obtenu séparément. La série *Lois et traités sur la propriété industrielle* est divisée en trois grandes catégories — législation nationale, traités multinationaux et traités bilatéraux — elles-mêmes subdivisées par pays et par questions.

53. *Législation relative aux marques.* Le Bureau international de l'OMPI élabore, en fonction de cer-

taines normes, un résumé des diverses législations relatives aux marques qui sera publié au cours du troisième trimestre de 1977 et servira également de document d'information pour les travaux préparatoires à la révision de la Convention de Paris (voir par. 4 ci-dessus).

54. *Lois et traités relatifs au droit d'auteur et aux droits voisins.* Le recueil de lois et traités relatifs au droit d'auteur, publié en coopération avec l'UNESCO, et la collection de lois et traités relatifs aux droits voisins, publié en coopération avec l'OIT et l'UNESCO, seront tenus à jour, en tenant éventuellement compte des recommandations d'un groupe de travail sur la rationalisation.

55. *Résumé des législations nationales dans le domaine du droit d'auteur.* Le Bureau international élaborera, conformément à certaines normes, un résumé de toutes les législations nationales dans le domaine du droit d'auteur, qui sera publié en 1977 sous forme de tableaux. Un rapport sur ce résumé, accompagné d'une étude comparative des législations nationales préparée par l'UNESCO, sera publié en coopération avec cette dernière en 1978.

Autres publications juridiques

56. *Revue périodiques.* Le Bureau international de l'OMPI continuera à publier les revues périodiques *Industrial Property* (La propriété industrielle), *Copyright* (Le droit d'auteur) et *La Propiedad Intelectual* (La propriété intellectuelle) qui contiennent les textes de traités et des études juridiques ainsi que les notifications sur l'état des traités internationaux administrés par l'OMPI.

57. *Textes authentiques et officiels.* En outre, le Bureau international continuera à publier les textes authentiques ou officiels dans les diverses langues des traités internationaux et des classifications internationales administrées par l'OMPI, soit sous forme de brochures, soit comme suppléments aux manuels de conventions sur la propriété industrielle et sur le droit d'auteur.

IX. — SERVICES CONSULTATIFS ET DE FORMATION ET AUTRES FORMES D'ASSISTANCE DANS L'ÉTABLISSEMENT ET LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS NATIONALES OU RÉGIONALES

Institutions nationales

58. En 1976, l'OMPI a également reçu de plusieurs pays en développement des demandes de coopération technique dans les domaines suivants :

i) Révision des législations sur la propriété industrielle ou le droit d'auteur ou de certains aspects de celles-ci : Algérie (marques); Madagascar (propriété industrielle); Maurice (propriété industrielle et droit d'auteur); Niger (droit d'auteur); Philippines (propriété industrielle et droit d'auteur); Togo (droit d'auteur); Tunisie (propriété industrielle); Zaïre (propriété industrielle);

ii) Modernisation de l'administration de la propriété industrielle ou du droit d'auteur ou réorganisation de certains secteurs : Brésil (projet financé par le PNUD en vue de la modernisation du système des brevets); Equateur (Réorganisation de l'Office de la propriété industrielle); Irak (système des marques); Madagascar (administration de la propriété industrielle); Mali (création d'un office de la propriété industrielle); Nigéria (modernisation de l'administration de la propriété industrielle); Rwanda (organisation de l'administration de la propriété industrielle); Soudan (organisation de l'administration de la propriété industrielle); Togo (administration du droit d'auteur); Tunisie (administration de la propriété industrielle); Zaïre (administration de la propriété industrielle);

iii) Formation du personnel : Cuba (application de la classification internationale des brevets [IPC]); Sénégal (questions relatives aux licences de brevets); Venezuela (propriété industrielle).

59. Dans la plupart des cas, l'OMPI a répondu à ces demandes en envoyant des agents discuter avec les autorités compétentes des pays intéressés de l'importance exacte de leurs besoins et de la façon la plus indiquée de fournir une assistance. Dans de nombreux cas, la coopération qui s'en est ensuivie a consisté à envoyer des experts pour aider les responsables compétents du pays intéressé à mener à bien la réorganisation ou les projets de formation qui ont pu être établis à cette fin. Souvent certains des responsables du pays en développement intéressé ont eu également la possibilité d'être formés à l'étranger aux tâches qu'ils auraient à exécuter par suite de la réorganisation projetée ou de voir, en pratique, comment certaines situations étaient réglées dans d'autres pays.

Institutions régionales

60. *Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI).* A la demande du directeur général de l'OAPI, le Bureau international a préparé en janvier 1976 un avant-projet de propositions en vue de la révision de l'Accord de Libreville du 13 septembre 1962 portant création de l'OAPI, y compris de ses annexes existantes sur les brevets et les marques, et de l'introduction d'annexes sur les modèles d'utilité, les noms commerciaux, la protection contre la concurrence déloyale, le droit d'auteur et l'établissement d'un service de documentation et de renseignements sur les brevets. Cet avant-projet a été révisé par un comité de rédaction en 1976. Le Conseil administratif de l'OAPI, à sa session de février 1977, a approuvé les propositions et a recommandé aux Etats membres de l'OAPI de les accepter.

61. *Organisation de la propriété industrielle de l'Afrique anglophone.* Une conférence diplomatique, convoquée conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et l'OMPI à Lusaka (Zambie) en décembre 1976, a adopté un *Accord sur la création d'une organisation de la propriété industrielle de l'Afrique anglophone*. La

Conférence sur la législation de l'Afrique anglophone en matière de propriété industrielle avait préparé le projet de cet Accord à sa réunion d'Addis Abeba en 1974. L'Accord établit une organisation régionale de la propriété industrielle (ci-après dénommée "l'Organisation") chargée d'étudier et d'encourager la coopération en matière de propriété industrielle, y compris par l'harmonisation et la mise au point de lois sur la propriété industrielle, l'établissement de services ou d'organes communs chargés de coordonner, d'harmoniser et de développer les activités en matière de propriété industrielle, et d'aider à acquérir et mettre au point des techniques ayant trait aux questions de propriété industrielle. L'Accord prévoit que l'Organisation collaborera avec la CEA, l'OMPI et d'autres organisations appropriées. L'Organisation sera dotée d'un conseil, composé des chefs des offices chargés de l'administration des questions de propriété industrielle ou d'autres personnes ayant les connaissances requises sur ces questions, et d'un secrétariat. En attendant que celui-ci soit établi, la CEA et l'OMPI ont été priées dans une résolution adoptée par la Conférence diplomatique d'assurer, provisoirement, le secrétariat de l'Organisation en consultation avec le Bureau de la Conférence sur la législation de l'Afrique anglophone en matière de propriété industrielle; cette résolution a également prié la Conférence de préparer l'entrée en vigueur de l'Accord.

62. L'Accord, qui a été adopté à l'unanimité le 9 décembre 1976, a été signé le même jour au nom des Etats suivants : Ghana, Kenya, Maurice, Ouganda, Somalie, Zambie. L'Accord reste ouvert à la signature à Lusaka jusqu'au 31 décembre 1977; les instruments de ratification ou d'adhésion doivent être déposés auprès du Gouvernement de la République de Zambie.

63. Peuvent devenir membres de l'Organisation les Etats suivants : Botswana, Ethiopie, Gambie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Maurice, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Souaziland, Soudan et Zambie; les autres Etats membres de la CEA peuvent adhérer à l'Organisation aux conditions que le Conseil déterminera.

64. *Conseils et assistance en matière de législation, d'institutions et de questions connexes.* A la demande des gouvernements et des organisations régionales, l'OMPI continuera à fournir des services d'experts, avec le concours de consultants si besoin est, pour aider les autorités nationales ou régionales ou les milieux privés intéressés des pays en développement à formuler, réviser ou harmoniser leur législation sur la propriété industrielle, le droit d'auteur et les droits voisins, à établir ou renforcer les institutions nationales ou régionales s'occupant de ces questions, à élaborer des plans pour les projets relatifs à ces questions, qui seraient financés par le PNUD ou d'autres sources et qui seraient exécutés par l'OMPI, et à organiser le cas échéant des réunions à ces fins.

65. *Fonctions, administration et rôle des offices de la propriété industrielle.* Une étude sera entreprise en 1977 sur les fonctions, l'administration et le rôle des offices de la propriété industrielle dans la structure

gouvernementale des pays en développement et développés choisis. A la demande des gouvernements de pays en développement, et au cas où un financement externe serait possible, des missions d'enquête visant à déterminer les difficultés et les besoins de pays en développement seront organisées en 1978 et 1979. Un rapport sur cette question, préparé par le Bureau international, a été soumis au Comité permanent de l'OMPI chargé de la coopération pour le développement en rapport avec la propriété industrielle à sa session de mars 1977.

Formation

66. En coopération avec divers offices de la propriété industrielle et du droit d'auteur, 38 bourses de formation pour une durée pouvant aller jusqu'à deux mois ont été accordées en 1976 à des fonctionnaires des 33 pays suivants : Algérie, Bénin, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gambie, Guatemala, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Kenya, Madagascar, Malaisie, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, République de Corée, Rwanda, Soudan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Zaïre, Zambie. Vingt-neuf de ces bourses de formation intéressaient la propriété industrielle et neuf le droit d'auteur.

67. La formation s'est faite au Bureau international de l'OMPI à Genève, à l'Organisation africaine de la propriété industrielle (OAPI) et dans les 16 pays suivants dont certains ont pris en charge entièrement ou en partie le coût du programme de formation d'un à quatre stagiaires : Allemagne (République fédérale d'), Australie, Canada, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Japon, Mexique, Pays-

Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Union soviétique. Le reliquat a été imputé sur le budget du programme technico-juridique permanent de l'OMPI.

68. Un colloque sur le droit d'auteur pour sept stagiaires — originaires d'Afrique, du Chili, de l'Inde, du Mexique, des Philippines, du Rwanda et du Tchad — a été organisé à Genève en septembre 1976 par le Bureau international, avec la participation de l'Union internationale des éditeurs (UIE).

69. La réalisation du programme de formation se poursuivra en 1977.

Réunions régionales, séminaires, cours de formation, etc.

70. Au moins six réunions, séminaires ou cours de formation, à participation limitée ou élargie, seront organisés chaque année de 1977 à 1979 dans les régions en développement. Le Bureau international élaborera les documents de travail, dans certains cas avec l'assistance de consultants provenant principalement des régions intéressées. Les discussions, les échanges de données d'expérience et la formation porteront sur les sujets suivants : i) promotion de la capacité nationale d'invention et d'innovation; ii) fonctions et administration des offices de la propriété industrielle; iii) application nationale des nouvelles lois types pour les pays en développement concernant les inventions et le savoir-faire; iv) administration des marques; v) contrôle des accords de licence; vi) négociation des accords de licence (sur la base du "guide en matière de licence" préparé en 1976 et 1977); vii) résultats de la révision de la Convention de Paris; viii) questions relatives au droit d'auteur et aux droits voisins.